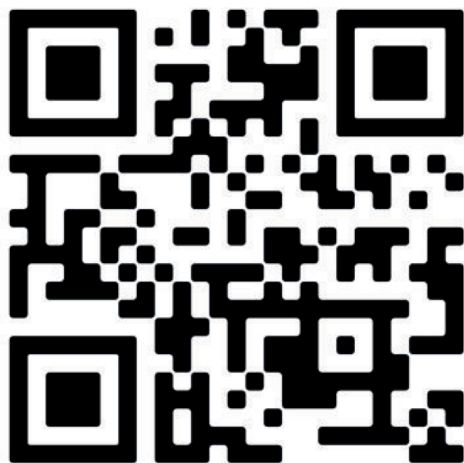


Maturité numérique, une dystopie ?

CARTE BLANCHE



SCAN ME

Nous, écrivain-es public-ques du Réseau de Présence et Action Culturelles (PAC) de Mons-Borinage, avons à cœur d'exprimer notre désarroi devant l'injustice vécue par une partie de la population en perte d'autonomie face à l'évolution agressive et forcée du numérique.

Cette injustice a pour conséquence de renforcer les inégalités et de compliquer l'accès plein et entier aux droits sociaux auxquels tous.tes les citoyen-n.es peuvent prétendre.

LE NUMÉRIQUE PEUT ÊTRE PENSÉ AUTREMENT !

Est-il cohérent de parler de « plénitude de développement » pour un outil en évolution constante ?

SERIONS-NOUS ALORS DES SOUS-DÉVELOPPÉ.ES ?

Aujourd'hui, un-e Belge sur deux entre 16 et 74 ans est numériquement vulnérable. Les personnes dont les revenus sont les plus bas ou dont le niveau de diplôme est le moins élevé sont les premières victimes de cette **fracture sociale induite par cette insupportable injonction : Le digital DOIT devenir la règle !**

Notons qu'au-delà de 75 ans, notre expertise de terrain nous permet d'affirmer qu'ils et elles sont plus nombreux-ses encore.

Quant aux plus jeunes, la crise Covid a révélé leurs difficultés à s'adapter au distanciel.

Combien ont-elles et ils été à devoir renoncer à utiliser les logiciels d'apprentissage faute de mode d'emploi ou de moyens financiers pour se procurer l'outil nécessaire ?

Dans une société numérisée à outrance où le digital est devenu la règle, la place du citoyen-ne est mise en péril.

La personne qui subit la fracture numérique se retrouve bien seule dans les arcanes d'une administration de plus en plus digitalisée. Cela réduit, voire supprime totalement son accès au droit.

Ainsi marginalisée, **la victime de la digitalisation** se retrouve **spoliée** de son rôle de citoyen.ne.

La dimension collective autour du bien commun s'efface aussi rapidement que sûrement à chaque fois qu'un **usager.ère est condamné.e à l'invisibilisation.**

Réhumaniser les services publics est une urgence ET un devoir pour garantir les fondements d'une société démocratique. Nous ne contestons pas qu'il soit nécessaire de « vivre avec son temps ». Nous sommes convaincu-es que la numérisation de certains services permet une certaine économie de personnel, de moyens et de temps.

Mais **n'offrir que la seule voie électronique pour répondre aux besoins essentiels** des citoyen.ne.s relève de l'**inconséquence**, de l'**irresponsabilité** et, osons le dire, de l'**indifférence** de notre société **vis-à-vis de ses membres les plus vulnérables.**

ET SI NOUS OSIONS L'UTOPIE ?

L'utopie de stopper les injustices et les inégalités induites par cette digitalisation effrénée.

L'utopie de rétablir un contact humain essentiel en complément aux services digitaux.

L'utopie de garantir des droits fondamentaux. L'utopie de remédier à l'invisibilisation des personnes marginalisées parce qu'elles n'ont pas pu monter dans le train du numérique.

L'utopie de ne plus voir les citoyen-n.es confiné-es dans des cases grillagées parce qu'ils et elles ne correspondent pas à la norme.

L'utopie de ne plus les voir s'effondrer face à un outil qu'on leur impose.

Notre démocratie est-elle digne de s'appeler comme telle lorsqu'elle empêche les citoyen-n.es de recourir à leurs droits fondamentaux ?

Nous, qui collons des rustines sur des choix politiques délétères,

Nous, qui posons des sparadraps sur les blessures infligées par un système excluant,

Nous refusons ce modèle qui prône l'individualisme et la déshumanisation.

Nous, qui avons l'impression de vider l'océan avec une cuillère à café, nous voulons que soit redonné aux mots SERVICES PUBLICS toutes ses LETTRES DE NOBLESSE !

Le Réseau des écrivain.es public.que.s de PAC Mons-Borinage

